

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

LA NOMINATION D'UN MINISTRE À PLEIN TEMPS—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Bill Yurko (Edmonton-Est): Madame le président j'invoque les dispositions de l'article 43 du Règlement au sujet d'une affaire d'une pressante nécessité. Les relations fédérales-provinciales se sont de nouveau dégradées et ont abouti à une sérieuse impasse en matière de coopération et d'entente entre les deux paliers de gouvernements au Canada. Les prochaines années exigeront d'intenses discussions et négociations entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux en vue de parvenir à une coopération et à une entente sur les questions économiques, fiscales, sociales, juridiques et constitutionnelles. Comme le ministre de la Justice (M. Chrétien) est surchargé de responsabilités en matières constitutionnelles et autres, qu'il est presque épuisé et qu'il a besoin d'aide, je propose, appuyé par le député de Hillsborough (M. McMillan):

Que le premier ministre nomme immédiatement un ministre des relations fédérales-provinciales à plein temps et lui attribue des responsabilités supérieures au sein du cabinet pour qu'il puisse prendre en permanence des initiatives et des décisions en matière de relations fédérales-provinciales.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE SALVADOR—ON PROPOSE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DE JOUER LE RÔLE DE MÉDIATEUR—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

Mlle Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Madame le Président, j'invoque les dispositions de l'article 43 du Règlement. Comme il ressort du débat d'hier que bien des États d'Amérique centrale ainsi que des porte-parole éminents du parti progressiste conservateur et du Nouveau parti démocratique voudraient que le Canada serve de médiateur dans le règlement pacifique de la guerre civile au Salvador, je propose, appuyée par le député de Waterloo (M. McLean):

Que la Chambre enjoigne au gouvernement de faire immédiatement le nécessaire pour montrer qu'il est disposé à jouer le rôle de médiateur dans le règlement pacifique du conflit qui déchire le Salvador.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Questions orales

LES PÊCHES

LES RÈGLEMENTS CONCERNANT LA PÊCHE DANS LE GRAND LAC DES ESCLAVES—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Madame le Président, il semblerait que le ministre des Pêches et des Océans (M. LeBlanc) et le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Munro) n'ont tiré aucune leçon des frictions qui se sont produites dernièrement avec les autochtones à propos de la pêche; aussi, je propose, appuyé par le député de Richmond-Delta-Sud (M. Siddon):

Que l'on blâme ces deux ministres qui commettent exactement les mêmes erreurs au Grand lac des Esclaves où, selon le communiqué diffusé le 15 juin par le ministre des Pêches, les gens de la région n'ont pas pu aller à la pêche, ce qui va à l'encontre de lois et de traditions de longue date.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE LOGEMENT

LES MESURES VISANT À AIDER LES PROPRIÉTAIRES DE MAISON AUX PRISES AVEC LA HAUSSE DES HYPOTHÈQUES

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord): Madame le Président, en l'absence du ministre chargé de la SCHL, j'adresserai ma question au premier ministre. Environ un demi million d'hypothèques devront être renouvelées cette année, beaucoup avant le 30 juin. Les deux millions de Canadiens visés verront leurs paiements hypothécaires augmenter d'un montant équivalent à leur budget alimentaire. Comme ils s'exposent soit à la vente forcée soit à la forclusion par les banques, quel espoir le premier ministre peut-il leur laisser entrevoir?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le ministre des Finances a répondu à cette question la semaine dernière, à l'issue des discussions qu'il a eues avec les banquiers eux-mêmes. Il a alors signalé que ces derniers seraient disposés à ne pas avoir recours à la forclusion dans des cas comme ceux auxquels le député fait allusion.

L'APPUI AUX COOPÉRATIVES

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord): Madame le Président, comme la plupart de ceux qui veulent acheter leur première maison sont des jeunes qui n'ont pas les capitaux nécessaires compte tenu des prix actuels des maisons, surtout dans l'agglomération de Vancouver, le premier ministre peut-il nous dire quel appui supplémentaire le gouvernement envisage d'accorder dans divers domaines, comme les coopératives de logement, afin que les jeunes ménages puissent devenir propriétaires de leur maison?